



ARRETE N° 353 /25/MMG/DIRCAB/DGM/DCM/SCM
PORTANT ATTRIBUTION DE (2) PERMIS D'EXPLOITATION SEMI-MECANISEE
POUR L'OR AU COOPERATIVE MINIERE EMERGENCE « CME »

I F MINISTRE CHARGE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE

- Vu la Constitution de la République Centrafricaine du 30 août 2023 ;
- Vu la Loi n° 24.008 du 21 août 2024, portant Code Minier de la République Centrafricaine ;
- Vu le Décret n° 23.199 du 30 août 2023, portant promulgation de la Constitution de la République Centrafricaine ;
- Vu le Décret n° 22.040 du 7 février 2022, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu le Décret n° 24.001 du 4 janvier 2024, portant nomination ou confirmation des Membres du Gouvernement ;
- Vu le Décret n° 23.148, du 19 Juin 2023, portant organisation et fonctionnement du Ministère des Mines et de la Géologie et fixant les attributions du Ministre ;
- Vu la demande formulée en date du 20 octobre 2025, par Madame BELLA Monique Gracilia Estelle Vice-Présidente de la Coopérative Minière Emergence « CME » ;
- Vu la quittance du Trésor Public n°0188332 du 24 octobre 2025.

SUR RAPPORT DU DIRECTEUR GENERAL DES MINES

ARRETE

Article 1^{er} : Il est accordé à la Coopérative Minière Emergence « CME », de deux (2) Permis d'Exploitation Semi-Mécanisée sous les numéros RC2-926-25 et RC2-927-25 situés dans la Sous-Préfecture de Salo, pour une période de validité de trois (3) ans renouvelable.

Article 2 :

Lesdits Permis valables pour l'Or et le Diamant, sont les polygones couvrant une superficie de 2km², soit 200 hectares et sont définis par les coordonnées géographiques suivantes :

RC2-926-25 SALO			
Points	Longitude Est	Latitude Nord	Aires (ha)
A	16.1332	3.2217	100
B	16.1381	3.2181	
C	16.1257	3.2102	
D	16.1213	3.2138	

RC2-927-25 SALO			
Points	Longitude Est	Latitude Nord	Aires (ha)
A	16.1218	3.2134	100
B	16.1250	3.2108	
C	16.1177	3.1919	
D	16.1139	3.1942	

Article 3 :

Conformément aux dispositions de l'article 103, alinéa 4 de la Loi N°24.008 du 21 Août 2024, portant Code Minier de la République Centrafricaine, la Coopérative Minière Emergence « CME » est tenue d'octroyer 10% de sa production brute à l'Etat. Toute modification fait l'objet d'une autorisation au préalable à l'Administration des Mines.

Article 4 :

La Coopérative Minière Emergence « CME », doit tenir à jour :

- un registre indiquant l'effectif du personnel œuvrant sur ces chantiers et leurs qualifications;
- un registre mentionnant les productions et les ventes effectuées.

Article 5 :

La Coopérative Minière Emergence « CME », doit exploiter les substances minérales de façon rationnelle, en respectant les normes de santé publique et de sécurité au travail, de préservation de l'environnement et de commercialisation des produits conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 :

La Coopérative Minière Emergence « CME », doit exploiter le gîte en se conformant à l'évaluation sommaire et au plan d'exploitation du gîte, fournis préalablement à l'Administration des Mines. Toute modification doit faire l'objet, d'une autorisation préalable de l'Administration des Mines.

Article 7 :

En application de l'Article 310, du Décret d'Application du Code Minier de la République Centrafricaine, la Coopérative Minière Emergence « CME », doit ouvrir et

alimenter un compte séquestre à la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) ou dans une Banque de la place, destinée à la restauration et à la réhabilitation des sites pendant et après la fermeture de la mine.

Article 8 : Les travaux d'exploitation feront l'objet de rapports d'activités semestriels qui seront adressés d'une part, au Ministre en charge des Mines et d'autre part au Directeur Général des Mines.

Article 9 : Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel.

Fait à Bangui, le 28 OCT 2025



Rufin BENAM-BELTOUNGOU
Ministre Chargé des Mines et de la Géologie